

La voix de l'Opposition de gauche

PSA. La vérité est révolutionnaire !

13 juillet 2012

C'est à l'ouvrage que l'on juge le forgeron. Avec l'avalanche de fermetures d'usines et de dizaines de milliers de licenciements à travers tous le pays, vous allez pouvoir juger sur pièces et sur le champ ce qu'ont réellement dans la tête et dans la culotte les dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers.

Chez PSA, Sanofi et dans les entreprises où les travailleurs se trouvent confrontés à des plans de fermeture d'usines ou de centaines de licenciements, un seul mot d'ordre : pas un seul emploi ou poste de travail supprimé, grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait définitif de ce plan et dans un second temps si la direction ne cède pas : expropriation des patrons et actionnaires sans leur verser un centime, l'outil de travail appartient aux producteurs des richesses et non à ceux qui les exploitent et se les accaparent. A bas le capitalisme, à bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg complice des patrons et des actionnaires, pour une République sociale, un gouvernement ouvrier qui décrètera l'interdiction des licenciements !

Les appareils syndicaux et les délégués syndicaux dans les entreprises concernées, le gouvernement et les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière sont à la manoeuvre ou vont l'être dans les jours ou les semaines qui viennent. Pour en avoir un avant-goût quelques réactions entendues hier à propos de la situation chez PSA. Apparemment et sous réserve, seul Sud serait sur une position correcte.

Dernières minutes. Après consultation des portails internet de tous les syndicats et partis, il est 14h30 heure locale en Inde, 11h du matin en France, je confirme, seul Sud appelle à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements.

Comment les dirigeants syndicaux préparent la défaite :

1- par la division ;

2- refus d'appeler à la grève illimitée de l'usine et du groupe, des salariés de toutes les entreprises confrontés à la même situation ;

3- la situation serait due à une erreur de stratégie, diagnostic en grande partie partagé par la direction dont ils prennent acte, donc qui serait irrécupérable, la fatalité devant laquelle chacun est appelé à se plier ;

4- pour conclure, ils sont déjà sur le traitement des conséquences, autrement dit, faites-vous à l'idée que vous êtes déjà au chômage.

- **CGT.** Parole de vendu, le délégué syndical le dit lui-même !

"*La guerre est déclarée*", a répliqué Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA, pour qui "*en temps de crise économique, c'est un crime social (...) de sacrifier Aulnay au nom de la rentabilité*". Le premier syndicat du site, qui représente environ 30% des salariés.

"*une grande bataille va commencer en septembre*", a pronostiqué Jean-Pierre Mercier.

"*Varin nous a déclaré la guerre, on va lui faire la guerre. On va vendre notre peau le plus cher possible*", a dit à Reuters Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de l'usine, à propos du président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin.

Pour le syndicaliste, "*le vrai combat commencera à la rentrée. Chacune de nos actions doit être un avertissement aux services publics. Ils doivent entendre notre appel : 'bougez-vous !'*"

- **Bernard Thibault** (CGT) a parlé de "*séisme*".

- **FO**. FO Métaux demande au Ministre du Redressement productif, Monsieur Arnaud Montebourg, une table ronde avec tous les acteurs de la filière afin d'aider le secteur automobile et de préserver les emplois. (<http://www.force-ouvriere.fr>)

- Pour **Jean-Claude Mailly** (FO), "*il s'agit d'une purge sévère*" et les salariés paient "*la facture d'erreurs stratégiques*".

Mailly le 11 juillet sur BFM "*à la conférence de l'industrie on va travailler sur la question de la stratégie industrielle*". (vidéo - <http://www.force-ouvriere.fr>)

- **CFTC**. "*Dramatique*", a commenté Franck Don (CFTC PSA), "*convaincu que la stratégie de montée en gamme va amplifier les pertes d'emplois en France*". "*La baisse des effectifs en R&D est gravissime*", selon lui.

- **Sud**, troisième syndicat (13%), demande au groupe de "*revenir immédiatement sur sa décision*" et appelle d'ores et déjà à un blocage illimité de la production, dans la continuité du mouvement lancé jeudi.

Les salarié-es, par leur mobilisation, demandent à la famille PSA de revenir immédiatement sur sa décision et ont décidé d'appeler au blocage illimité de la production sur l'usine de PSA Aulnay. Ils interpellent également le 1er Ministre et le Ministre du redressement productif pour qu'ils prennent leur responsabilité afin :

- de mettre en place un plan d'ensemble de la filière automobile assurant l'avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants) ;

- d'imposer un plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques ;

-de mettre en place un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l'activité. (<http://www.solidaires.org/article41640.html>)

- **SIA**. Le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), second syndicat du site (28%), a appelé pour sa part à la reprise du travail vendredi. *"Mais les salariés sont laminés, c'est vraiment difficile"*, a dit Tania Susset, déléguée du SIA.

- **Hollande** a fait part de sa *"vive préoccupation"* en demandant à ses ministres *"de tout mettre en oeuvre afin de limiter les conséquences sociales de ce plan"*.

- Dans un communiqué, M. **Ayrault** a qualifié de *"véritable choc"* la suppression de 8.000 emplois en France et l'arrêt en 2014 de la production dans l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis). Il a aussi appelé la direction du groupe à une *"concertation (...) sans délai"* ayant pour objectif *"le maintien d'une activité industrielle sur tous les sites français"*.

M. Ayrault a, enfin, précisé que M. Montebourg présenterait un *"plan de soutien"* à l'industrie automobile, le 25 juillet, date à laquelle le groupe français doit annoncer les deux autres volets de son projet de redressement ainsi que ses résultats financiers pour le premier semestre 2012.

Pressé par le numéro un du PCF, **Pierre Laurent**, de *"s'opposer au plan"* de PSA, mais aussi par l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire d'*"interrompre immédiatement"* le projet de fermeture d'Aulnay, le gouvernement a haussé le ton dans l'après-midi.

"Nous n'acceptons pas en l'état le plan", a affirmé **Arnaud Montebourg** au Sénat, sans préciser les moyens de pression qui pourraient être mis en oeuvre.

Le ministre a souligné que le gouvernement allait demander à PSA *"d'abord de justifier la situation (...) et ensuite d'ouvrir un dialogue social que le Premier ministre a exigé comme étant exemplaire"*.

"Nous demandons à PSA d'examiner loyalement toutes les autres solutions que celles qu'il a réservées à plusieurs sites de France et notamment à ces milliers de salariés concernés", a-t-il insisté.

- **Martine Aubry**, la numéro un du PS, a déploré *"une véritable catastrophe"*.

- La ministre des Affaires sociales, **Marisol Touraine**, a déclaré de son côté que l'expert mandaté par l'Etat examinerait la situation de PSA pendant les 15 jours à venir.

"On ne peut pas accepter quelque chose comme ça", a-t-elle dit sur Europe 1. *"Il faut regarder, il faut évaluer."*

- *"Chaque Français est en droit de se demander +comment a-t-on pu en arriver là?+"*, a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux, élu de Seine-Saint-Denis.

- **EELV**. *"Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion"*, a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand

"La reconversion, ça veut dire qu'il n'y a pas que l'automobile. Le transport de demain, ce ne peut pas être le tout automobile. Anticipons-le! L'Allemagne le fait. "

- Au **Front de gauche** (PG-PCF) et au NPA, c'est l'idée de "*guerre sociale*" qui a fait florès. "*Ne soyons pas dupes, il s'agit d'une déclaration de guerre aux salariés de notre pays au nom de la rentabilité et du profit*", a réagi le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

"*C'est bien une guerre sociale qu'engage PSA*", a tonné le NPA, appelant à amplifier la "*mobilisation*". Il faut "*faire reculer ce patronat avide*", a renchéri Nathalie Arthaud, ex-candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

NPA. Poutou. "*Je suis venu apporter mon soutien aux camarades de PSA mais, au delà d'Aulnay, la question est de savoir comment empêcher ça, comment riposter*", explique Philippe Poutou. A ses yeux, la situation d'Aulnay représente un test pour le gouvernement : "*Sera-t-il capable d'affronter le patronat ? Saura-t-il interdire les licenciements ?*", lance celui qui refuse la résignation et appelle la population à relever la tête et à se battre.

Vide, creux, le néant politique, quoi ! Pourquoi ces questions grotesques sur le gouvernement ?

Il s'en remet au gouvernement et désarme ainsi les ouvriers qui veulent se battre et vaincre : c'est seulement à partir de la grève illimitée avec occupation qu'il sera possible de poser la question de l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires qui s'imposera d'elle-même comme la seule issue politique pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay et les milliers de suppressions de poste ou licenciements sur d'autres sites, posant la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul appliquera cette politique conforme aux intérêts des travailleurs. Toute autre voie confine à la capitulation, à la trahison.

Confirmation.

NPA. *PSA, l'heure de vérité* publié le 12 juillet dans : Tout est à nous ! : "*La fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay peut, au-delà de l'usine, du groupe PSA et du secteur automobile, cristalliser l'urgence à coordonner les luttes, à lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emploi. C'est un objectif à construire, dès maintenant.*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

POI. Un communiqué du bureau départemental du POI de Seine Saint-Denis publié le 12 juillet dans l'après midi : "*L'unité pour bloquer la destruction des emplois, imposer le maintien du site et le retrait du plan Varin : n'est-ce pas la question à l'ordre du jour ?*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

LO Nathalie Artaud. "*C'est une nécessité pour tous de faire reculer ce patronat avide, qui accumule des milliards sur le dos des travailleurs et licencie dans de nombreux secteurs. Il faut qu'il apprenne, lui et tous ceux qui le soutiendront, qu'en semant la misère, c'est la colère de tout le monde ouvrier qu'ils vont récolter.*"

Dans un autre article du 12 intitulé *CCE de PSA-Citroën : une déclaration de guerre contre les travailleurs* : "*Comme l'a dit le représentant CGT de PSA Aulnay, c'est une déclaration de guerre à la classe ouvrière . Il faudra, dans le camp des travailleurs, que cette déclaration ait une réponse à la hauteur de l'attaque.*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève ! Soit LO n'a rien à proposer, soit elle soutient l'appareil de la CGT.

PCF Un article de Marie-George Buffet : *PSA : une loi s'impose d'urgence!* : "Oui ou non, va-t-on prendre les mesures qui s'imposent pour redresser l'industrie automobile dans notre pays? Oui ou non va-t-on inscrire à l'ordre du jour du Parlement, un texte visant à interdire les licenciements boursiers?"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

Réaction d'ouvriers de PSA.

Au cœur de la colère des ouvriers, il y a aussi l'émotion de Hassan. Le vieux travailleur ne comprend pas la brutalité de l'annonce : "Certains sont tombés par terre ce matin, effondrés, en larmes, et personne du service médical n'était là pour les soutenir". Il ne se remet pas du manque d'humanité des supérieurs, qui ont très vite demandé une reprise du travail : "Ils se foutent des gens, tout ce qu'ils veulent, c'est que les voitures sortent". Hassan, lui aussi, a passé sa vie professionnelle chez PSA, où il est entré en 1973. Il ne compte pas en rester là, même si la direction vient de lui proposer de partir à la retraite : "J'ai fermé Balard, j'ai fermé Levallois. Je ne partirai pas comme ça. Je reste avec les copains !"

David est entré dans l'usine en janvier 1999. Depuis ce matin, sa gorge ne parvient pas à se desserrer. Même si, comme les autres, il s'attendait un peu à une mauvaise nouvelle, la fermeture n'était pas imaginable : "Une grosse usine comme ça qui marche bien ! Tous les jours on nous disait qu'on était les meilleurs et maintenant, ça s'arrête. C'est incompréhensible !"

David se sent vidé, déprimé : "C'est ta vie qui est là et qui, tout à coup, est remise en question". Il sera pourtant mobilisé à la rentrée. "Avec mon CAP mécanique, qu'est-ce que je peux trouver comme boulot dans ce coin, où il n'y a pas de travail ?" Il va se battre. Espère que le gouvernement fera pression. Mais nombreux sont ceux qui n'y croient plus : "On a un président normal. On va voir ce que c'est le normal ! Depuis les promesses de François Hollande quand on l'a rencontré au débat avec Nicolas Sarkozy, c'est le point mort."

"On attend ce qu'on va nous proposer", explique Sébastien, dans sa blouse grise. "En briefing, ce matin, la direction nous a dit qu'on serait reclassé en interne ou externe. Mais on ne les croit pas, ils nous ont menti depuis un an", poursuit-il.

"Ca faisait un an que le document était sorti, et que la direction faisait démenti sur démenti. Ils se sont foutus de nous. C'est du mépris. On s'y attendait à cette fermeture", renchérit son collègue Jean-Baptiste.

Eux deux, comme la plupart des ouvriers, ont débrayé jeudi, après l'annonce de la direction. Selon la CGT, le travail n'a pas repris, alors que la direction a affirmé que "ça tournait un peu sur certains sites".

"On déclare la guerre à PSA", ont proclamé de nombreux salariés jeudi matin, peu après l'annonce de la fermeture, exprimant leur "rage", leur "colère". Certains ont lancé des oeufs sur l'usine pour protester dans l'après-midi.

"On va voir ce qu'on va faire. On ne peut pas se permettre d'être en grève jusqu'en 2014! Il va falloir négocier, reprendre le travail, mais pas aujourd'hui, ni demain", dit Jean-Jacques, 53 ans, employé sur le site depuis 23 ans.

"Travailler 18 mois dans ces conditions, ça va être un cauchemar", dit Frantz, 41 ans. "Et puis, on n'a rien d'autre, pas de piste. Tant que ce n'était pas officiel..."

Le maire PS d'Aulnay-sous-Bois, Gérard Ségura, a été violemment pris à parti par les ouvriers, tout au long de la journée.

"Hollande, il a dit, +le changement, c'est maintenant+. Il fait quoi aujourd'hui?", l'interpelle un ouvrier. "Ca fait un mois et demi", que le président François Hollande est au pouvoir, répond le maire. "Ils ne l'ont volontairement pas dit avant la présidentielle", dit-il encore.

"Moi, comme maire, je vais faire mon travail", promet-il.

"Vous, comme le gouvernement, vous n'avez aucun moyen de pression sur PSA. C'est ça la vérité", lance violemment un autre salarié, qui appelle ses collègues à se battre.

Les syndicats promettent "des actions ponctuelles, ciblées, pour faire mal à chaque fois et donner des avertissements au gouvernement".

La piste à suivre.

Il s'agit de la première annonce d'une fermeture d'usine automobile depuis vingt ans, lors de l'arrêt du site historique Renault de Billancourt (Hauts-de-Seine).

"Si la fermeture est confirmée, il s'agira de la première réduction de capacité de grande ampleur en Europe depuis la dernière crise", commente Kristina Church, analyste automobile chez Barclays Capital. "Nul doute que l'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, suit de près les annonces du jour, car il aimerait faire de même en Italie."

Seules deux usines automobiles ont disparu en Europe pendant la crise de 2008-2009, le site Opel d'Anvers et l'usine Fiat de Sicile, alors que dans l'intervalle les constructeurs américains ont réduit drastiquement le nombre de leurs usines.

L'alliance annoncée fin février entre PSA et le groupe américain General Motors pourrait également avoir modifié les ambitions de PSA sur le segment des grandes routières.

Au sujet de Sevelnord (Nord), dont l'avenir des 2.700 salariés est également incertain depuis l'annonce de la fin du partenariat avec Fiat dans les utilitaires. (Fiat a passé une alliance avec Chrysler - Ndlr)

L'Etat, le gouvernement, qui laisse les mains libres aux capitalistes est un Etat, un gouvernement des capitalistes.

Les Français en voudront-ils à François Hollande si les plans sociaux se multiplient? Le 6 juin dernier, un sondage TNS Sofres annonçait que 21% des Français seulement pensaient qu'avec la victoire de la gauche la situation économique du pays pourrait s'améliorer. Mais dans le même

temps, dans une enquête Opinionway, une majorité de Français jugeait que l'Etat avait des moyens pour limiter la vague de plans sociaux.

Paradoxal? "*Oui, mais pas étonnant: notre pays se tourne systématiquement vers l'Etat en cas de problème*", estime François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice. Autrement dit, malgré le désenchantement des Français, malgré le nouveau contexte économique, l'opinion publique continue de s'en remettre à la puissance publique.

Les travailleurs n'ont aucune illusion dans le PS et le gouvernement, ils n'en attendent rien, ce qui signifie que tous ceux qui en attendent quelque chose ou se tournent vers lui comme le font le PCF et le POI, tournent le dos aux travailleurs en réalité.

La réflexion de François Miquet-Marty en relevant que les travailleurs se tournent vers l'Etat est d'autant plus intéressante qu'elle implique qu'un grand nombre de travailleurs seraient susceptibles de se saisir de la perspective d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec la politique de l'Etat des capitalistes qu'incarnerait le gouvernement Sarkozy-Fillon et qu'incarne dorénavant le gouvernement Hollande-Ayrault.

Les travailleurs estiment que l'Etat devrait être à leur service, à leur côté, or seul un Etat, une République sociale fondée sur les bases du socialisme peut répondre positivement à ces critères. Question : quel parti situe-t-il aujourd'hui ouvertement son combat dans cette perspective ? Réponse : aucun.

Le gouvernement Hollande-Ayrault en sursis.

Lionel Jospin en 1999, quand Michelin avait supprimé 7500 postes, avait déclaré : "*L'Etat ne peut pas tout*".

L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif.

Ainsi, le plan social de PSA pourrait handicaper le gouvernement en place. D'autant que François Hollande a fait de la réindustrialisation un des thèmes forts de sa campagne.

Même s'il n'y peut rien, l'exécutif risque donc de payer ce plan social dans l'opinion. "*L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif*", explique le directeur adjoint de l'institut BVA Opinion, Gaël Sliman, qui rappelle, par ailleurs, que les thématiques de l'emploi et du pouvoir d'achat sont capitales chez les Français aujourd'hui.

Jusqu'ici tout va bien: le gouvernement en place jouit d'une forte popularité. François Hollande et Jean-Marc Ayrault atteignent respectivement 60% et 59% d'opinions favorables. "*Le président s'est fait élire sans trop donner d'espoirs aux gens: il y a donc une moindre exigence de résultats dans l'immédiat. Ensuite, le gouvernement est trop récemment installé pour être jugé responsable*", decode Gaël Sliman.

Mais beaucoup d'autres plans sociaux se profilent. Et le gouvernement ne sera pas toujours perçu comme irresponsable. "*Dans six mois, si ça ne fonctionne pas, il subira le discrédit de la population*", affirme François Miquet-Marty. Oui, jusqu'ici, tout va bien. Jusqu'ici. (lexpress.fr 12.07)

Notre "*feuille de route*".

Inutile de dire qu'elle ne sera même pas proposée à la discussion par les différents partis englués dans la gestion de la société, des institutions. Cependant, il est de notre devoir de la soumettre aux militants et aux travailleurs, ainsi ils pourront se faire une idée précise de ce que serait un véritable parti ouvrier indépendant, un nouveau parti communiste.

Appel à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements dans le groupe PSA.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le groupe PSA pour obtenir le même engagement écrit de la direction.

Occupation avec constitution d'un comité de grève élu incluant les syndicats engagés dans ce combat, contre la fermeture et les licenciements.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le secteur automobile pour obtenir le même engagement écrit de leur direction.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de toutes les entreprises confrontés à la même situation dans le pays.

Appel à partir des unions locales des syndicats à la solidarité financière pour soutenir les grévistes de PSA et ailleurs.

Composition d'un comité national des délégués des comités de grève de toutes les entreprises où la bataille est engagée pour pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste. Au-delà, de tous les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications, ce qui inclut les fonctionnaires.

Appel à tous les partis ouvriers à soutenir les travailleurs en grève.

Convocation à l'appel des partis ouvriers et des syndicats d'une assemblée populaire dans les villes concernées par les fermetures d'usines ou des plans de milliers de licenciements. Appel aux travailleurs de tout le pays à se constituer en Assemblée populaire dans toutes les villes, communes ou villages.

Election de représentants dans chacune de ses assemblées populaires qui se réuniront pour établir un programme de gouvernement à partir des revendications posées par les travailleurs de tout le pays, qui sera ensuite soumis à la discussion et à l'approbation lors de la convocation des Assemblées populaires...

Cette ligne politique n'a rien d'extravagante, ce qui lui donne un caractère utopique, ce n'est pas son contenu ou la perspective dans laquelle elle s'inscrit, le renversement du régime en place et la fondation d'un Etat ouvrier, non, ce qui saute aux yeux et peut choquer au premier abord c'est le gouffre qui la sépare de la conception actuelle de la lutte de classe adoptée par tous les partis et les syndicats qui confine à la collaboration de classes, au respect du capitalisme et des institutions, à leur incapacité à se placer dans la perspective d'un affrontement violent avec le régime, nécessaire, inévitable pour avancer vers l'émancipation du capital, le socialisme.

Tous sans exception en appellent au gouvernement, y compris le POI et SUD qui ont les positions les plus correctes, je vous invite à vous connecter à leur portail Internet nationaux pour le vérifier par vous-même, car il rien n'a autant de valeur que l'idée qu'on se forge librement.